

Michel Vauzelle :

À 76 ans, retiré dans son mas arlésien, l'ancien président du conseil régional porte un regard incisif sur le scrutin qui s'annonce. Gauche, droite, RN : il les passe au crible de son expérience et de ses souvenirs.

Dans son mas provençal, au cœur du parc régional de Camargue, Michel Vauzelle cultive l'art d'être grand-père. Ce matin-là, ses six petits-enfants sont réunis autour du septième qui vient de naître.

Cette marmaille exubérante sème ses jouets dans le salon ocre et remplit de rires la maison aux volets bleus où l'ancien président PS du conseil régional vit depuis 40 ans. Il en faudrait davantage, cependant, pour déconnecter le septuagénaire du monde politique.

Le regard au laser de ce proche de Mitterrand n'a rien perdu de son acuité. Et s'il a gardé le cœur à gauche, nul n'échappe à ses coups de griffes. Ni le PS « en panne de projet », ni la droite « embourbée dans ses divisions ». Désabusé devant l'évolution des partis, inquiet devant la montée du Rassemblement national, il avertit : « En juin, tout peut arriver. »

Textes : Lionel PAOLI
lpaoli@nicematin.fr
Photos : L. P.
et archives AFP

« Six ans de plus sans la gauche à la Région, c'est inconcevable »

Quel regard portez-vous sur les élections régionales de juin ?

Je suis inquiet. Je ne peux que constater que les partis politiques, qu'ils soient de droite ou de gauche, n'ont pas réussi à apporter une réponse globale à notre société bouleversée par la pandémie. Le PS semble en panne de projet, la droite est embourbée dans ses divisions. Je ne suis pas certain que les électeurs se déplaceront. Et si l'abstention est forte, hélas, tout peut arriver.

La gauche a-t-elle une chance de l'emporter ?

La liste d'union de Jean-Laurent Félizia est composée d'une multitude de sensibilités : il y a les écologistes de gauche, ceux qui sont à la gauche de la gauche ou à la gauche du centre. Sur le papier, les chances semblent réduites. Mais je suis convaincu qu'une victoire est possible !

Cela ressemble à la « gauche plurielle » qui vous a porté à la présidence en 1998 ?

En effet. [Il sourit] À l'époque, la Fédération du PS des Bouches-du-Rhône, où je n'avais pas que des amis, a poussé ma

candidature pour se débarrasser de moi. Persuadée que j'allais perdre. Sauf que, contre toute attente, j'ai été élu dans cette région de droite – puis réélu à deux reprises. Cela montre qu'un scrutin n'est jamais joué d'avance.

La liste de gauche peut-elle tirer parti du psychodrame qui a déchiré la droite républicaine ?

Cela me semble évident. Le pas de deux de Muselier et Estrosi avec les « Marcheurs » a, sans aucun doute, déstabilisé une partie de leurs électeurs.

Certains vont se déporter vers la droite extrême, d'autres vont s'abstenir. Mais il est possible qu'une frange de la droite modérée

préfère voter pour la liste de Jean-Laurent Félizia. D'autant que le projet écologique de cette dernière transcende les clivages traditionnels.

L'avenir de la gauche passe par l'écologie ?

Absolument ! Ce qui peut donner une victoire à notre camp, c'est que l'écologie politique est de gauche. Le Printemps marseillais a prouvé, aux dernières municipales, que

cette alliance était porteuse. Il ne doit pas y avoir l'épaisseur d'une feuille de cigarette entre un programme écologique et un programme de gauche. Pour la droite macroniste, les écologistes sont des Amish⁽¹⁾ ou des freins au développement financier !

Si la liste de gauche arrive en troisième position, le 20 juin, doit-elle se retirer sans condition comme en 2015 ?

[Un silence] Cette hypothèse devra être étudiée, avec toute la gravité nécessaire, au soir du premier tour. En se souvenant qu'Estrosi et Muselier, élus grâce aux voix du PS, n'ont tenu aucun compte de cette singularité. Six ans de plus sans la gauche à la Région, c'est inconcevable. C'est pour cela qu'il faut gagner !

Éric Ciotti a récemment rappelé le rôle qu'aurait joué Christian Estrosi en 1998 pour nouer une alliance avec le Front national. Avez-vous un souvenir de cet épisode ?

Qu'il y ait eu une tentative d'accord, dans la continuité de la politique menée jusque-là par Jean-Claude Gaudin, c'est une certitude. Mais est-ce que Christian Estrosi a joué un rôle ? En toute franchise, je l'ignore.

1. Communauté chrétienne au mode de vie austère et traditionaliste, surtout présente aux USA.

« L'avenir de la gauche, c'est l'écologie »



« Si j'ai été réélu deux fois, c'est bien parce que les cinq millions d'habitants de Paca ont été satisfaits de mon travail », sourit l'ancien président de la Région.

« Thierry Mariani est un très bon candidat pour le RN »

En 2010, vous avez battu Thierry Mariani. Que pensez-vous de celui qui porte désormais les couleurs du RN ?

Lorsque je l'ai connu, c'était un homme plutôt sympathique, aimable et souriant. Puis il a fait des choix politiques de plus en plus radicaux. C'est un très bon candidat pour le RN. Il n'est pas marqué par l'étiquette « Le Pen », il vient de la droite républicaine ; il est beaucoup moins clivant qu'une Marion Maréchal.

Peut-il gagner ?

Ce n'est pas impossible. Les affaires qui ont secoué la droite, ces dernières

semaines, ont affaibli Renaud Muselier. Mais le président sortant dispose d'une base électorale forte, avec une implantation solide dans les trois principales communes de la Région. Rien n'est joué.

Derrière l'implosion de LR en Paca, voyez-vous la main de Macron ?

Je ne sais pas si le Président est directement à la manœuvre, mais il semble évident que tout cela fait parfaitement ses affaires !

Votre gestion de la Région a été pointée du doigt à maintes reprises. Par le magazine *L'Expansion* en 2010, par la chambre

régionale des comptes en 2005 et 2013. Vous reconnaissez des erreurs ?

La réponse a été apportée par la population elle-même : si j'ai été réélu deux fois, c'est bien parce que les cinq millions d'habitants de Paca ont été satisfaits de mon travail. Mes prédécesseurs, Pezet et Gaudin, ne sortaient pas des Bouches-du-Rhône. Moi, je suis allé partout et j'ai œuvré pour tout le monde. Notre gestion des finances était peut-être moins orthodoxe que certains ne l'auraient voulu, mais elle a permis le développement économique dont nos successeurs ont hérité.

des roses et des orties



« Avec nous, François Mitterrand était chaleureux et plein d'humour »

Vous avez vécu la campagne de 1981 au côté de François Mitterrand. Quels souvenirs en gardez-vous ?

C'était une période de grand espoir. Aux précédentes élections, la gauche avait fait un score important. Valéry Giscard d'Estaing, après avoir été un Président réformateur, achevait son septennat de façon plus conventionnelle. Cela a permis à François Mitterrand d'incarner un certain renouveau. Dans nos rangs, tout le monde était optimiste. Nous sentions que le vent était en train de tourner, que notre tour arrivait.

Cela n'aurait pas été possible si la gauche avait été désunie ?

Évidemment. Le grand mérite de Mitterrand, c'est d'avoir réussi ce tour de force, d'avoir négocié et réalisé l'union en dépit de la mauvaise humeur des communistes. Il a su, aussi, s'entourer de gens connus et intelligents. *[Il sourit]* Ce que je dis peut paraître prétentieux, mais c'est le principal problème d'Emmanuel Macron aujourd'hui. Autour de lui, à part Darmanin et quelques autres, il n'y a pas grand monde.



En octobre 1981, quelques mois après la victoire, Michel Vauzelle (deuxième à gauche) accompagne François Mitterrand, Pierre Bérégovoy, Jacques Delors, Louis Mermaz et Hubert Védrine. (Photo d'archives AFP / Georges Gobet)

« Changer la vie », ce n'était qu'un slogan ou le reflet véritable de votre état d'esprit de l'époque ?

C'était réellement ce que nous pensions. La campagne a été euphorique, portée par un véritable projet politique dont la France avait besoin sur le plan social. Rien à voir avec ce que nous vivons aujourd'hui !

Au sein de votre petit groupe, comment se comportait Mitterrand ?

« Autour de lui, nous étions tous très jeunes. C'était une volonté de sa

part : il aurait pu faire entrer à l'Élysée les vieux briscards qui le suivaient depuis le temps de la IV^e République. Mais il m'a choisi moi, et Joxe, et Fabius, et Jospin. Il était, comme il l'a été réellement jusqu'au bout,

sympathique, chaleureux. Il riait volontiers de nos plaisanteries un peu potaches ! En revanche, il n'y avait aucune familiarité. Personne ne se serait permis de le tutoyer. Nous ne l'appelions pas autrement que « Monsieur le Président ».

C'est l'image que vous conservez de lui ?

Absolument. Pendant les huit années que j'ai passées à ses côtés, il a été d'une gentillesse constante. Je n'ai jamais eu l'occasion de prendre sa bienveillance en défaut.

Repères

► **15 août 1944**
Naissance à Montélimar.

► **1981-1986**
Porte-parole du Président François Mitterrand.

► **1986-1992**
Député. Puis de 1997 à 2002 et de 2007 à 2017.

► **1989-1992**
Président de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale.

► **1992-1993**
Ministre de la Justice.

► **1995-1998**
Maire d'Arles.

► **1998-2015**
Président de Paca.

« En pleine guerre, je suis allé voir Saddam Hussein »

La question le désarçonne : parmi les nombreux mandats qu'il a exercés, lequel l'a le plus marqué ? « *Tous étaient passionnants, glisse-t-il en se frottant le menton. Et même lorsqu'il ne s'agissait pas d'un mandat à proprement parler. De 1981 à 1986, j'ai été porte-parole de François Mitterrand. Je l'ai accompagné absolument partout ! Je n'aurais cédé ma place pour rien au monde.* » Ses dix-sept années à la tête de la Région Paca sont un « grand souvenir. Beaucoup de choses utiles à la vie de nos 5 millions de concitoyens ont été réalisées en matière de



transport, d'économie sociale, de politique culturelle. J'en suis très fier. » S'il évoque volontiers ses années de député

et ses onze mois passés au ministère de la Justice (lire ci-contre), il garde une affection particulière pour son passage à la tête de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. « *J'y ai succédé à Valéry Giscard d'Estaing de 1989 à 1992, détaille-t-il. C'était une période extraordinaire : j'ai rencontré Saddam Hussein à Bagdad en pleine guerre, je me suis rendu à Moscou pour remettre un message de Mitterrand à Gorbatchev, qui venait d'être victime d'une tentative de coup d'État. Là encore, j'ai eu le sentiment d'avoir été utile.* »

« Filmer les procès ? Une mauvaise idée »

Michel Vauzelle garde un « excellent souvenir » de son passage au ministère de la Justice. « *Pour l'avocat que j'étais, c'était une consécration, sourit le septuagénaire. J'y suis resté un peu moins d'un an, sous le gouvernement Bérégovoy, d'avril 1992 à mars 1993. Mais j'ai eu le temps d'améliorer les droits de la défense en autorisant, par exemple, la présence d'un avocat pendant les gardes à vue. Les gouvernements de droite sont ensuite revenus sur ce principe, qui a été restauré dans un troisième temps.* » Il porte un regard sévère sur son lointain successeur Éric Dupond-Moretti.

« *Pas sur l'homme, car je l'ai peu côtoyé, précise-t-il. Mais son projet de loi, qui devrait permettre de diffuser des procès à la télévision, est une mauvaise idée. Il me paraît évident que la présence de caméras, dans un tribunal, va modifier l'attitude des magistrats. Je crains une forme de théâtralisation. J'ai pu constater cela à l'Assemblée nationale. Quand les débats sont retransmis sur le petit écran, les députés se dressent sur leur banc, ils hurlent, ils s'apostrophent. Alors que le reste du temps, qu'ils soient de gauche ou de droite, les élus discutent sereinement et – j'ose le dire – intelligemment.* »